



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
Avenue de la Côte de Nacre
14033 CAEN Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
n°GHT2025116 - du 01/09/2025

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

**Objet : Maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes
pour le GHT Normandie Centre**

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	5
1.3 CO-TRAITANCE	5
1.4 SOUS-TRAITANCE	5
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	5
2.3 ACCORD CADRE.....	6
2.4 DECOMPOSITION EN LOTS	6
2.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	6
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	7
5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.3 PERIODES D'INTERVENTION ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
> LOCATION D'UN GROUPE ELECTROGENE	7
LA MISE EN PLACE DOIT ETRE EFFECTIVE SOUS 12H CALENDAIRES, A COMPTER DE LA DEMANDE.....	7
5.4 CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	8
6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
6.1 NATURE DES OPERATIONS.....	9
6.2 FRAIS DE VERIFICATION.....	9
6.3 PRESENCE DU TITULAIRE	9
7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	9
7.1 FORME DES PRIX	10
7.2 PRIX DE REGLEMENT.....	10
7.3 CLAUDE DE BUTOIR.....	11
8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	11
8.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	11
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
8.3 MODE DE REGLEMENT.....	12
8.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	12
9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	13
9.1 AVANCE	13
9.2 RETENUE DE GARANTIE.....	13
10. PENALITES.....	13
11. GARANTIE	14
12. DISPOSITIONS DIVERSES	14
12.1 EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	14
12.2 MODIFICATION DU MARCHÉ	14
12.3 ASSURANCES	14
12.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	14
12.5 NOTIFICATION ELECTRONIQUE	15
12.6 OBLIGATION DE CONSEIL	15
12.7 OBLIGATION DE RESULTAT	15

13.	RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT	15
13.1	CAS DE RESILIATION.....	15
13.2	INDEMNITE DE RESILIATION	15
13.3	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
14.	RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE.....	16
15.	RÈGLEMENT DES LITIGES	16
16.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	16
17.	DÉROGATIONS AU CCAG / FCS	16

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU de CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe 1 au présent document « *spécificités GHT* ».

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Dans le cadre de la passation du marché, le CHU Caen Normandie, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE, est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le représentant de chaque l'établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand Leger 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
CHU CAEN NORMANDIE	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN
EPSM de CAEN	Etablissement Public de Santé Mentale 15ter rue Saint-Ouen CS 45373 14053 CAEN Cedex 4
CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE

CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / FCS.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer au CHU Caen Normandie le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 41 du CCAG / FCS).

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **la maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes pour le GHT Normandie Centre**.

A noter que la location et l'installation associées de groupes électrogènes, en cas de besoin, font partie intégrante du présent marché.

Les équipements concernés et les spécificités de chaque établissement sont inventoriés en annexes 2 à 8 au CCTP.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Forme

Le marché est passé par le CHU Caen Normandie, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 1^{er} avril 2021.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)
- ☐ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique).

2.3 Accord cadre

☒ Pour la maintenance corrective et la location d'équipement, il s'agit de conclure un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum, pour les montants maximums suivants :

N° Lot	Montants pour 3 ans
	Maximum HT
Lot 1	150 000 €
Lot 2	51 000 €
Lot 3	66 000 €

Il s'exécute au moyen de bons de commande, émis par chaque établissement partie bénéficiaire, au fur et à mesure de ses besoins.

2.4 Décomposition en lots

La prestation est décomposée en 3 lots, comme suit :

N° Lot	Objet
Lot 1	Maintenance des équipements : ✓ du CHU Caen Normandie
Lot 2	Maintenance des équipements : ➤ du Centre Hospitalier Aunay-Bayeux (CHAB) ➤ de l'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) de Caen
Lot 3	Maintenance des équipements : ➤ du CH Argentan ➤ du CH Falaise ➤ du CH Pont l'Evêque du CH Vimoutiers

2.5 Décomposition en tranches

Sans objet

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), pour chaque lot ;
- 3) Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 4) Le présent CCAP et son annexe « *Spécificités GHT* » ;
- 5) Le CCTP et son annexe 1 « *Lieux d'exécution GHT* », ses 7 annexes 2 à 8 « *inventaires et spécificité* », son annexe 9 de photographies pour la MAS de Boulon (EPSM de Caen) et son annexe 10 « *Chu-Caen Spécifications Générales Electriques V13.3* » (pour le CHU Caen Normandie uniquement) ;
- 6) Les échanges questions réponses ;
- 7) La réponse technique du titulaire, dont la note méthodologique et le cadre de composition de l'équipe
- 8) Le CCAG / FCS .

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU Caen Normandie et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet au 1er janvier 2026 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2028.

5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Lieu d'exécution des prestations

Les équipements et installations concernés par le présent marché sont situés sur les différents sites des établissements parties (cf. annexe 1 CCTP « lieux exécution GHT »).

5.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché : normes et spécifications techniques applicables telles que visées au CCTP.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

5.3 Périodes d'intervention et délais d'exécution

5.3.1 Maintenance préventive

Les interventions de maintenance préventive des installations sont habituellement effectuées, sauf indication motivée par le représentant de l'établissement partie, du lundi au vendredi, hors jours fériés, **de 8h00 à 16h00 (amplitude maximale : horaires selon établissement), selon planification prévues au CCTP.**

A titre dérogatoire, pour les secteurs « sensibles » (ex : les blocs opératoires, les services de réanimation, autres blocs...), les interventions doivent tenir compte de leur fonctionnement spécifique et doivent être programmées, en dehors de la période d'intervention définie ci-dessus, afin de maintenir la continuité de l'activité de soins.

5.3.2 Maintenance corrective

➤ maintenance corrective

La période d'intervention de maintenance corrective urgente est celle de l'aide à l'exploitation : 24h/24h et 7j/7j, jours fériés inclus.

A réception de la demande d'intervention, le titulaire dispose d'un délai de 4 heures calendaires pour intervenir.

Le délai de remise en service est de 4 heures calendaires, à compter de l'intervention incluant des pièces stockées sur site ou dans le « camion-atelier ».

Dans le cas d'une indisponibilité de pièces détachées, un délai de remise en service de **24 heures** calendaires est accordé, à compter de la date de réception des pièces par le titulaire, justifiée par le bordereau de livraison de celles-ci, accompagné de la commande initiale.

➤ location d'un groupe électrogène

Une location peut être demandée 24h/24h et 7j/7j, jours fériés inclus.

La mise en place doit être effective sous 12h calendaires, à compter de la demande.

5.4 Conditions d'exécution des bons de commande

Quand l'intervention de maintenance corrective ou de location d'équipement le permet (urgence relative et intervention programmable), pour chaque bon de commande, la procédure est la suivante :

1. **Demande de devis** par l'établissement partie : la demande d'intervention est formulée par téléphone au numéro non surtaxé indiqué par le titulaire dans la note méthodologique fournie à l'appui de son offre et confirmée par écrit.
2. **Emission d'un devis** par le titulaire, sous 7 jours calendaires, à compter de la demande ou de la visite sur site, le cas échéant,
3. **Examen du devis** par l'établissement partie,
4. **Notification du bon de commande** par l'établissement partie,
5. **Exécution des prestations** désignées dans le bon de commande par le prestataire,
6. **Remise du procès-verbal** de réception à l'établissement partie.

5.4.1 Emission d'une demande de devis par l'établissement partie

L'établissement partie, au moment de la survenance du besoin, initie la procédure de commande en adressant au titulaire une demande de devis, précisant :

- la référence du marché,
- la description des prestations attendues,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le délai imparti par le titulaire pour remettre son devis,
- le référent de l'établissement désigné pour l'opération et ses coordonnées.

Une demande de devis ne pourra, en aucun cas, être considérée comme constituant un quelconque engagement.

5.4.2 Devis du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre fournit à l'établissement partie, dans un délai de 7 jours calendaires, à compter de la demande, un devis précisant, notamment :

- la référence du marché,
- la description détaillées des prestations,
- le lieu d'exécution des prestations,
- les modalités techniques (équipe dédiée à l'exécution des prestations, identité des préposés) et financière de son intervention,
- le planning de réalisation des prestations.

Les conditions financières proposées ne peuvent pas déroger aux pièces du marché (prix unitaires).

5.4.3 Examen du devis et délai de réajustement

Au vu du devis reçu, l'établissement partie se réserve le droit de demander au titulaire du marché d'y apporter des modifications ou de ne pas y donner suite, en totalité ou en partie.

5.4.4 Notification d'un bon de commande

Si le devis du titulaire est accepté, dans les conditions susdites, l'établissement partie adresse un bon de commande, par courrier simple ou courriel, précisant :

- la référence du marché,
- la nature des prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le montant HT,
- le montant TTC,
- la T.V.A.

5.4.5 Réception du bon de commande par le titulaire

A compter de la réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 8 heures pour formuler des observations sur son contenu.

Ces observations peuvent, à l'initiative de l'établissement partie, donner lieu à une modification du bon de commande ou à un complément de celui-ci.

Passé ce délai, et s'il n'a pas émis d'observation, le titulaire est réputé avoir accepté, sans réserve, le bon de commande considéré.

5.4.6 Suspension/annulation des bons de commande

Après émission du bon de commande, l'établissement partie conserve la faculté de le suspendre ou de l'annuler, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. Il prend alors, à sa charge, les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si celui-ci produit les justificatifs afférents.

5.4.7 Dépannage urgent et recours à l'astreinte 7j/7j et 24h/24h

La plupart du temps, le dépannage est urgent et la demande d'intervention formulée par l'établissement partie, par téléphone, est « régularisée » selon la procédure ci-dessus définie.

6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

6.1.1 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative consistent à vérifier la quantité définie sur le bon de commande **ou** au marché et celle effectivement exécutée.

6.1.2 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché et de la commande.

Si la prestation exécutée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché et de la commande, elle sera refusée et devra être, de nouveau exécutée, sur demande écrite de l'établissement partie, qui toutefois pourra l'accepter avec réfaction de prix. Par dérogation à l'article 30.3, la décision pourra être prise sans que le titulaire n'ait été invité à présenter ses observations.

6.2 Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'établissement partie.

6.3 Présence du Titulaire

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG / FCS, le Titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que l'établissement partie le convie, aux opérations de vérification. Le Titulaire doit informer l'établissement partie de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

6.4 Déroulement des opérations de vérification

Le Titulaire transmet les rapports de prestations effectuées ou la fiche d'intervention. A réception desdits documents (adressés par courriel, télécopie ou courrier), l'établissement partie dispose d'un délai de 15 jours pour procéder au contrôle des prestations réalisées. L'absence de décision au-delà du délai vaut admission des prestations.

6.5 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, l'établissement partie prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG / FCS.

7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la

nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles.

Les prix comprennent, notamment, pour la maintenance préventive, la main-d'œuvre, les déplacements ainsi que la fourniture des pièces détachées et des consommables nécessaires à la réalisation des prestations.

Les rapports d'intervention, la formation des préposés, l'obligation de conseil, ainsi que la mise en sécurité des installations, tels que définis au CCTP, sont également inclus dans le prix.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement, indique, le cas échéant, ce qui être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

7.1 Forme des prix

- Maintenance préventive : **Le prix est forfaitaire**, détaillé dans le cadre de DPGF. Le montant du forfait est intangible et ne peut être corrigé ou rectifié en cas d'erreur de calcul.
- Maintenance corrective: **Les prix sont unitaires** et mentionnés dans le BPU. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées ou livrées.

7.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables au GHT Normandie Centre et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer au GHT Normandie Centre, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous :

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Les prix seront révisés annuellement à compter du 1^{er} janvier 2027.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au CHU Caen Normandie le DPGF le concernant ainsi que le bordereau des prix unitaires et à chaque établissement partie, le DPGF le concernant, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision (au plus tard, avant le 1^{er} décembre de l'année précédant la révision).

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à la révision. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) :

- ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 : identifiant : 1565183.
- IP : Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements : identifiant : 010765550.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[\left(0,80 \frac{\text{ICHTrev-TS}}{\text{ICHTrev-TS}_0} \right) + \left(0,20 \frac{\text{IP}}{\text{IP}_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix d'origine porté dans l'offre,

ICTrev-TS₀ = Valeur de l'Indice ICTrev-TS du mois zéro (Mo) : celle de la date limite de remise des offres,

ICTrev-TS = Valeur de l'indice ICTrev-TS afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié à la date de la demande de révision par le titulaire),

IP₀ = Valeur de l'Indice IP du mois zéro (Mo) : celle du mois de la date de remise des offres

IP = Valeur de l'indice IP afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié à la date de la demande de révision par le titulaire).

Les coefficients de variation de prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où un indice serait supprimé au cours de l'exécution du marché, les parties lui substitueraient un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'une indemnité.

7.3 *Claude de butoir*

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision sera limitée à une augmentation de 3 % par période.

Cette clause n'est pas appliquée de manière automatique, mais à l'appréciation du CHU Caen Normandie, en fonction des conditions particulières du marché.

8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

8.1 *Acomptes et paiements partiels définitifs*

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acompte au sens de l'article R2191-21 du Code de la commande publique, d'un montant équivalent à 100 % de la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement est fixée à trois mois. Ce délai est ramené à un mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, au sens du II de l'article R.2151-13 du Code susvisé.

L'acompte ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché.

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

8.2 *Présentation des demandes de paiement*

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ la date de la demande d'intervention (pour la maintenance corrective),
- ◆ l'intitulé de la prestation exécutée,
- ◆ l'identification des équipements concernés et des pièces changées (pour la maintenance corrective),
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,

- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à l'établissement partie **à l'issue des opérations de vérification** conformément à l'article 6.5 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

Périodicité des règlements :

- Prestations traitée à prix forfaitaire :
 - les factures sont réglées semestriellement, à terme échu. La facture, est réglée, après réalisation complète des prestations, réception des rapport de visite et après admission des prestations par l'établissement partie.
- Bons de commande :
 - Les factures sont réglées après réalisation des interventions prévues au bon de commande, reception des rapports et admission des prestations par l'établissement partie.

8.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement partie une indemnisation complémentaire, sur justification.

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, l'établissement partie décide et pourvoit à leur mise en œuvre, directement avec le titulaire.

8.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorière Principale des établissements parties du GHT Normandie Centre.

9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

9.1 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant initial supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf en cas de renonciation expresse du titulaire dans son acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de cinquante jours, à compter de la date de notification du bon de commande.

L'avance est fixée à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché et devra être terminé lorsqu'il atteint ou dépasse 80 % du même montant.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

9.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

10. PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG / FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités définies comme suit :

TYPE DE DELAI/PRESTATION	POINT DE DEPART DU DELAI	PENALITES
Délai de levée de réserve	Remise du rapport du bureau de contrôle au titulaire	30 € /jour calendaire de retard et par équipement
Délai d'intervention prestations « à bons de commandes »	A compter de la demande	50 €/heure calendaire de retard et par équipement
Maintenance corrective : retard délai de remise en fonctionnement	A compter de l'intervention	50 €/heure calendaire de retard et par équipement
Location d'un groupe électrogène : retard délai de mise en service	A compter de la demande	100 €/heure calendaire de retard et par équipement
Maintenance préventive : non-respect période d'exécution planifiée	Expiration de la période	30 €/jour ouvré et par équipement
Retard remise des rapport	Lendemain de l'intervention	20 €/jour calendaire de retard
Retard remise des devis	A compter de la demande	20 €/jour calendaire de retard

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant, dans la limite de 15 % du montant maximum du marché sur 3 ans. Leur montant est notifié, pour information, au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

11. GARANTIE

Les pièces détachées sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de son admission.

La durée de garantie figure dans l'offre du titulaire. A défaut, elle est d'une durée minimale d'un an minimum à compter de la date d'admission des prestations.

12. DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Evolution technologique, technique ou réglementaire

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation

12.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 et L2194-5 du Code de la commande publique.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire.
- en cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public.
- en cas d'intégration d'un nouvel établissement (CH VIMOUTIERS), après en avoir informé le titulaire, au moins 3 semaines avant le début d'exécution souhaité.
- en cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence.
- en cas d'ajout ou de retrait conséquent d'équipements.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

12.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

12.4 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux des établissements parties du GHT Normandie Centre sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

12.5 Notification électronique

Le CHU Caen Normandie se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur pourra être utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

12.6 Obligation de conseil

Le titulaire assure une obligation de conseil sur les dispositions à prendre en cas d'incident et de mise en garde sur les points reconnus sensibles des équipements dont il assure la maintenance, telle que précisée au CCTP.

12.7 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat. Il doit assurer la maintenance préventive et corrective ainsi que la continuité de service des équipements. A cet effet, il les maintient en état normal de fonctionnement conformément aux règles de l'art, pour la satisfaction des patients, des visiteurs et des personnels des établissements parties.

13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

13.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU Caen Normandie de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts, sous réserve des dispositions suivantes.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements parties.

Le marché pourra être résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable** :

- en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution.

13.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée pour motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe du marché diminué du montant hors taxe déjà réalisé sur la période, un pourcentage à hauteur de 5 %, par dérogation à l'article 42 du CCAG / FCS.

Le titulaire devra en faire une demande écrite, au CHU Caen Normandie, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le GHT Normandie Centre s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / FCS, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le GHT Normandie Centre, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution par le titulaire, d'un nouveau marché ayant le même objet.

13.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus au marché, ou bien encore n'exécutera pas sa prestation dans une qualité recevable, l'établissement partie **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire, après mise en demeure préalable** restée infructueuse pendant un délai de 7 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de l'établissement partie, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

14. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU Caen Normandie pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

15. RÉGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

16. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 13 du présent CCAP.

17. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

Le présent CCAP déroge au CCAG comme suit :

CCAP	CCAG	Objet
Article 5.4	Article 3.7	Modalités d'exécution des bons de commande
Article 6.1	Article 30.3	Réfaction sans observations du titulaire
Article 6.3	Article 27.3	Présence du titulaire lors des vérifications
Article 6	Article 30.3	Présentation des observations du titulaire avant réfaction ou rejet
Article 10	Article 14.1 Article 14.2	Montant des pénalités de retard
Article 13	Article 41.2	Absence de mise en demeure avant résiliation
Article 13	Article 42	Indemnité de résiliation

* *
*